

*Les crédits*

pourcentage du PNB: la Suède, 1,82 p. 100; la Suisse, 2,27; le Japon, 1,97; l'Allemagne, 1,82; les États-Unis, 1,27 et le Canada, 0,57.

Il me semble que l'une des raisons pour lesquelles le secteur privé a des difficultés dans ce domaine, c'est qu'il a dû se battre pendant des années sans stimulants ou programmes appropriés pour promouvoir les sciences et la technologie ainsi que la recherche et le développement. Le gouvernement s'efforce actuellement de redresser la situation.

**M. Gauthier:** Monsieur le Président, je suis heureux que le ministre me réprimande à la Chambre.

L'une des choses que je voulais souligner dans mon discours, mais que le temps ne m'a pas permis de dire, c'est que le gouvernement a même compromis les espoirs des principaux scientifiques canadiens en matière de recherche et de développement.

Selon l'*Ottawa Citizen* du 15 décembre, M. Mulroney n'a tenu que quelques-unes des promesses qu'il a faites quand il a téléphoné au Conseil consultatif des sciences et de la technologie dont le ministre était responsable en 1987. Alors que le Conseil priait le premier ministre d'augmenter le pourcentage du PNB consacré à la recherche et au développement qui était de 1,4 p. 100 en 1987, ce pourcentage est tombé à 1,28 p. 100, soit moins que tout autre pays industrialisé.

Voici le ministre des Sciences et de la Technologie. Peut-être se lèvera-t-il pour défendre cette performance. En matière de recherche et de développement, le Canada est un pays du tiers monde. À quel genre d'avenir les Canadiens peuvent-ils s'attendre avec un premier ministre qui ne tient pas ses promesses? Il n'a pas tenu les promesses qu'il a faites aux chercheurs et il n'a pas maintenu le niveau de recherche et de développement essentiel à la création d'emplois au Canada.

[Français]

**M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis):** Monsieur le Président, je suis de Montréal et nous avons, à Montréal, comme vous le savez, 14 p. 100 plus de chômage. Si j'ai le temps de participer au débat, je dirai comment cela peut être désastreux pour nous. De plus, il y a plus de chômeurs à Montréal qu'il y en a dans les provinces maritimes de l'Atlantique, les quatre provinces.

J'ai écouté la situation dramatique de l'Ontario et je me demande si mon collègue ne pourrait pas nous faire part des trois points—il nous a dit qu'il avait trois points à développer—donc, j'aimerais entendre le troisième parce que c'est une façon, ici au Parlement, de mieux connaître un peu ce qui se passe dans les autres provinces. Je ferai mon discours, si le temps le permet, sur la situation

montréalaise, mais j'aimerais bien qu'il puisse me dire quel était le dernier point qu'il voulait soulever à la Chambre.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** L'honorable député d'Ottawa—Vanier, vous devrez répondre en une minute.

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Saint-Denis.

J'aurais voulu parler de formation. J'ai commencé à en parler un petit peu, mais je n'ai vraiment pas eu le temps d'élaborer. J'aurais voulu parler de l'éducation. On a un problème en Ontario, monsieur le Président, avec l'éducation de nos jeunes aux niveaux secondaire et postsecondaire. Les décrochages que font nos élèves, c'est inquiétant. Les soins de santé, le logement sont des besoins qui préoccupent les gens de ma circonscription, qui préoccupent les gens de ma province, l'Ontario.

Il leur faut aussi un gouvernement central fort. Et je sais que mon ami de la circonscription de Saint-Denis, à Montréal, est en faveur d'un gouvernement central fort. Les conservateurs nous lèguent un État avide de recettes fiscales. M. Michael Wilson, le ministre des Finances, s'enferme dans un mutisme total sur la réforme fiscale. Imaginez-vous où on s'en va; on a un ministre des Finances qui ne nous dit pas quelle est la politique de cette fameuse réforme fiscale qu'il veut faire.

Alors, relativement à l'Ontario, j'aurais voulu parler, monsieur le Président, de toutes ces choses-là, mais le temps me manque. J'y reviendrai.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Nous reprenons le débat.

• (1640)

**Mme Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, j'aimerais peut-être revenir sur la dernière intervention de mon collègue d'Ottawa—Vanier qui parlait de décrocheurs et de problèmes avec l'habitation. S'il pense que ce sont là des problèmes qui sont strictement vécus dans la province de l'Ontario, je peux lui dire que ce sont également des problèmes du Québec. J'aimerais aussi lui rappeler que le gouvernement fédéral, même s'il n'est pas responsable de l'éducation, a fait des efforts considérables avec entre autres les ateliers d'orientation de travail qui, à mon sens, sont une façon de donner de l'aide indirecte à des gens qui quitteraient l'école.

Cela étant dit, monsieur le Président, la motion que nous avons devant nous aujourd'hui va, à mon sens, droit au coeur d'objectifs clés de la politique économique du gouvernement. Si l'on regarde les deux premières parties